

RCS : LA ROCHE SUR YON

Code greffe : 8501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de LA ROCHE SUR YON atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2006 B 00150

Numéro SIREN : 488 486 150

Nom ou dénomination : SOCIETE LOGISTIQUE OUEST S.N.C.

Ce dépôt a été enregistré le 14/10/2020 sous le numéro de dépôt 12029

SOCIETE LOGISTIQUE OUEST

Société en nom collectif

Parc Vendée Sud Loire 2 Zac du parc d'activités économiques dit le Flechet et la Morinière
85600 BOUFFERE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2019

SOCIETE LOGISTIQUE OUEST

Société en nom collectif

Parc Vendée Sud Loire 2 Zac du parc d'activités économiques dit le Flechet et la Morinière
85600 BOUFFERE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2019

A l'assemblée générale de la société SOCIETE LOGISTIQUE OUEST,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SOCIETE LOGISTIQUE OUEST relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le gérant le 21 juillet 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels arrêtés le 21 juillet 2020 et des informations données dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le gérant.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Lyon, le 22 juillet 2020

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'P. Choquet', with a horizontal line drawn underneath the letters.

Patrice CHOQUET

COMPTES ANNUELS

Bilan

Compte de résultat

Annexe

Bilan actif

BILAN-ACTIF (en euros)	31/12/2019			31/12/2018
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)	0		0	0
Frais d'établissement	0	0	0	0
Frais de développement	0	0	0	0
Concessions, brevets et droits similaires	109 498	80 987	28 511	40 930
Fonds commercial	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	12 000	6 378	5 622	9 622
Avances sur immobilisations incorporelles	0	0	0	0
TOTAL immobilisations incorporelles	121 498	87 365	34 133	50 552
Terrains	0	0	0	0
Constructions	182 126	108 417	73 709	83 221
Installations techniques, matériel	464 072	463 564	508	841
Autres immobilisations corporelles	615 845	417 754	198 091	263 798
Immobilisations en cours	0	0	0	0
Avances et acomptes	0	0	0	0
TOTAL immobilisations corporelles	1 262 043	989 735	272 308	347 860
Participations selon la méthode de meq	0	0	0	0
Participations financières	0	0	0	0
Créances rattachées à des participations	0	0	0	0
Autres titres immobilisés	0	0	0	0
Prêts	42 003	0	42 003	35 343
Autres immobilisations financières	900	0	900	900
TOTAL immobilisations financières	42 903	0	42 903	36 243
Total Actif Immobilisé (II)	1 426 444	1 077 100	349 344	434 655
Matières premières, approvisionnements	0	0	0	0
En cours de production de biens	0	0	0	0
En cours de production de services	0	0	0	0
Produits intermédiaires et finis	0	0	0	0
Marchandises	0	0	0	0
TOTAL Stock	0	0	0	0
Avances et acomptes versés sur commandes	0	0	0	0
Clients et comptes rattachés	794 660	0	794 660	283 762
Autres créances	179 639	0	179 639	1 528 588
Capital souscrit et appelé, non versé	0	0	0	0
TOTAL Créances	974 300	0	974 300	1 812 350
Valeurs mobilières de placement	0	0	0	0
dont actions propres:				
Disponibilités	0	0	0	0
TOTAL Disponibilités	0	0	0	0
Charges constatées d'avance	51 901	0	51 901	66 480
Total Actif Circulant (III)	1 026 200	0	1 026 200	1 878 830
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	0		0	0
Prime de remboursement des obligations (V)	0		0	0
Ecart de conversion actif (VI)	0		0	0
Total Général (I à VI)	2 452 644	1 077 100	1 375 544	2 313 485

Bilan passif

BILAN-PASSIF (en euros)		31/12/2019	31/12/2018
Capital social ou individuel	dont versé : 10 000	10 000	10 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport,		0	0
Ecart de réévaluation	dont écart d'équivalence 0	0	0
Réserve légale		0	0
Réserves statutaires ou contractuelles		0	0
Réserves réglementées	dont réserve des prov. fluctuation des cours : 0	0	0
Autres réserves	dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes : 0	0	0
TOTAL Réserves		0	0
Report à nouveau		0	0
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		-624 261	277 481
Subventions d'investissement		0	0
Provisions réglementées		4 463	1 596
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)		-609 797	289 078
Produit des émissions de titres participatifs		0	0
Avances conditionnées		0	0
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)		0	0
Provisions pour risques		0	30 783
Provisions pour charges		144 094	126 879
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)		144 094	157 662
Emprunts obligataires convertibles		0	0
Autres emprunts obligataires		0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		0	7 305
Emprunts et dettes financières divers	dont emprunts participatifs : 0	0	0
TOTAL Dettes financières		0	7 305
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		0	663 065
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		608 976	749 571
Dettes fiscales et sociales		425 585	445 075
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		0	0
Autres dettes		806 687	1 730
TOTAL Dettes d'exploitation		1 841 248	1 859 441
Produits constatés d'avance		0	0
TOTAL DETTES (IV)		1 841 248	1 866 745
Ecart de conversion Passif (V)		0	0
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)		1 375 544	2 313 485

Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT (en euros)	31/12/2019			31/12/2018
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises	0	0	0	0
Production vendue biens	0	0	0	0
Production vendue services	4 332 856	0	4 332 856	5 061 658
Chiffres d'affaires nets	4 332 856	0	4 332 856	5 061 658
Production stockée			0	0
Production immobilisée			0	0
Subventions d'exploitation			0	0
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			128 669	133 269
Autres produits			2 781	897
Total des produits d'exploitation (I)			4 464 306	5 195 825
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			0	0
Variation de stock (marchandises)			0	0
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)			0	0
Variation de stocks de matières premières et approvisionnements			0	0
Autres achats et charges externes			2 849 493	2 514 242
Impôts, taxes et versements assimilés			157 487	187 393
Salaires et traitements			1 415 112	1 478 791
Charges sociales			454 175	550 356
Dotations d'exploitation	sur	Dotations aux amortissements	94 650	93 472
	immobilisations	Dotations aux provisions	0	0
		Sur actif circulant : dotations aux provisions	0	0
		Pour risques et charges : dotations aux provisions	144 094	126 879
Autres charges			331	52
Total des charges d'exploitation (II)			5 115 341	4 951 184
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			-651 036	244 641
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)			0	0
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)			0	0
Produits financiers de participations			0	0
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			0	0
Autres intérêts et produits assimilés			286	3 955
Reprises sur provisions et transferts de charges			0	0
Différences positives de change			0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			0	0
Total des produits financiers (V)			286	3 955
Dotations financières aux amortissements et provisions			0	0
Intérêts et charges assimilées			1 427	0
Différences négatives de change			0	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			0	0
Total des charges financières (VI)			1 427	0
RÉSULTAT FINANCIER			-1 141	3 955
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)			-652 176	248 596

Compte de résultat (suite)

COMPTE DE RESULTAT (suite) - en euros	31/12/2019	31/12/2018
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	0	0
Produits exceptionnels sur opérations en capital	0	0
Reprises sur provisions et transferts de charges	30 783	30 482
Total des produits exceptionnels (VII)	30 783	30 482
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	0	0
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	0	0
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	2 867	1 596
Total des charges exceptionnelles (VIII)	2 867	1 596
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	27 916	28 886
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	0	0
Impôts sur les bénéfices (X)	0	0
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	4 495 375	5 230 262
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	5 119 635	4 952 780
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	-624 261	277 481

ANNEXE

Les informations ci-après constituent l'annexe au Bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2019 dont le total est 1 375 544,38 € et le résultat s'élève à - 624 260,54 €

L'exercice a une durée de 12 mois couvrant la période du 1er janvier au 31 décembre 2019

Règles et méthodes comptables

SOCIETE LOGISTIQUE OUEST est une Société en nom collectif de droit français.

Les conventions générales comptables ont été établies conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France, selon les dispositions du plan comptable général issu du règlement ANC n°2014-03, mis à jour de l'ensemble des règlements l'ayant modifié par la suite, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La société SOCIETE LOGISTIQUE OUEST bénéficiera du soutien du groupe FRANPRIX LEADER PRICE qui prendra, le cas échéant, les dispositions nécessaires pour lui permettre de continuer son exploitation.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Présentation des comptes

Le plan comptable adopté par la société est en harmonie avec celui du groupe Casino pour permettre une meilleure lisibilité des états financiers.

Faits marquants sur l'exercice affectant la présentation et/ou la comparabilité des comptes annuels

Néant

Immobilisations incorporelles

Le coût d'acquisition d'une immobilisation incorporelle est constitué par son coût d'achat.

Les taux d'amortissement des immobilisations incorporelles sont les suivants :

	Amortissement Comptable	Amortissement Fiscal
Frais de recherche et développement	12,5% à 20% Linéaire	12,5% à 20% Linéaire
Concessions et droits similaires	33% et 100% Linéaire	33% et 100% Linéaire
Marques	Non amortissable	Non amortissable

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production des immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production des immobilisations.

Les amortissements sont calculés suivant la durée de vie prévue. Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants :

	Amortissement Comptable	Amortissement Fiscal
Constructions	2% à 5,69% Linéaire	5% Linéaire
Installations techniques, mat. Outillage	10% à 20% Linéaire	10% à 20% Linéaire/Dégressif
Installations Générales Agencements	5 à 10% Linéaire	5 à 10% Linéaire/Dégressif
Matériel de Transport	20% à 25% Linéaire	20% à 25% Linéaire
Matériel de bureau et informatique	20% à 33,33% Linéaire	20% à 33,33% Dégressif
Mobilier de bureau	10% Linéaire	10% Linéaire

Amortissement dérogatoire

Les amortissements dérogatoires sont calculés sur la base de la différence entre la durée d'usage admise au plan fiscal et la durée d'utilisation.

Dépréciation des actifs

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la VNC de l'actif incorporel ou corporel est supérieur à sa valeur récupérable. Cette dernière étant déterminée par la valeur la plus élevée entre la valeur vénale généralement déterminée sur la base de multiple de CA et la valeur d'utilité déterminée à partir des flux de trésorerie futurs actualisés.

Les immobilisations incorporelles non amorties sont testées à chaque clôture et les immobilisations incorporelles et corporelles amorties sont testées dès lors qu'il existe un indicateur de perte de valeur.

Titres de participations

Néant

Dépréciation des titres de participations

Néant

Chiffre d'affaires

Le "Chiffre d'affaires, hors taxes" comprend principalement les ventes de prestations logistiques réalisées par la société pour le compte des sociétés Distribution Leader Price. Elles sont évaluées sur la base du nombre de colis traités et facturées mensuellement.

Parties liées

Néant

Créances

Les créances clients sont des actifs courants comptabilisés à la valeur nominale. Une dépréciation des créances clients est constituée dès qu'apparaît une perte probable. Les créances clients peuvent faire l'objet d'une cession à des établissements bancaires, elles sont maintenues à l'actif du bilan tant que l'ensemble des risques et avantages qui leur sont associés ne sont pas transférés à un tiers.

Dépréciation des créances

Les créances nées des prêts et avances en comptes courants accordées aux filiales font l'objet, à chaque clôture, de test de dépréciation lorsqu'il existe un indice de perte de valeur. Le test consiste à comparer la valeur du compte courant créancier accordé à une filiale, à la situation nette de cette même filiale. Cette dernière correspond à la situation nette réévaluée (notion déjà définie au paragraphe "Provisions pour risques et charges").

Dès lors que la situation nette est négative, une dépréciation est constatée pour la partie du compte courant n'excédant pas (en valeur absolue) la quote-part de détention dans cette situation nette négative.

Provisions réglementées

Conformément à la réglementation fiscale, est comptabilisé :

- un amortissement dérogatoire destiné à maintenir la durée d'usage de l'amortissement fiscal des immobilisations corporelles.

Provisions pour risques et charges

Conformément au règlement CRC n° 2000-06 sur les passifs, toute obligation de la société à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante et donnant lieu à sortie probable de ressource sans contrepartie, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Une provision pour risque est également comptabilisée lorsque la société constate que sa filiale a une situation nette négative et qu'elle a une obligation juridique ou implicite de soutien envers cette filiale.

Provisions : engagement de retraite

Les engagements sociaux sont évalués selon la recommandation du CNC 2003-R.01 du 1er avril 2003 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires et conformément aux dispositions de la convention collective du commerce de détail de gros à prédominance alimentaire en vigueur dans l'entreprise.

Les hypothèses retenues dans le calcul de la provision pour retraites sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 0.60 %
- Age de départ à la retraite : 64 ans
- Taux de croissance des salaires : 1 %
- Taux de charges patronales : 42%

Le turnover est calculé par catégorie socio-professionnelle.

De plus, ces engagements de retraite sont basés sur une hypothèse de départ volontaire à l'initiative du salarié.

Résultat exceptionnel

Sont comptabilisés en résultat exceptionnel, les produits et les charges qui, compte tenu de l'activité de la société, ne relèvent pas par leur nature, leur occurrence, ou leur caractère significatif, des activités courantes de la Société.

Emprunts

Les emprunts ne comportent aucun endettement externe. Les prêts intragroupe accordés par FPLP Finances sont comptabilisés en Autres dettes, si créditeurs et en Autres créances si débiteurs.

Evènements post clôture

Relatif au Covid-19

Partie de la région Asie / Pacifique, l'épidémie de Covid-19 s'est rapidement étendue au cours des premiers mois de l'année 2020 au monde entier et a poussé les gouvernements de la plupart des pays à prendre des mesures sanitaires drastiques (fermetures des écoles, confinement, restriction de circulation, fermeture des lieux publics...). Ces mesures ont un impact très significatif sur l'activité économique en France et il est actuellement impossible de prédire la durée de ces mesures ni leur impact économique final. A ce stade, l'activité est en forte progression en raison des effets de stockage et d'un déport de la restauration individuelle et collective vers la consommation du foyer. Compte tenu des incertitudes sur l'évolution future des comportements des consommateurs et des impacts économiques de la pandémie, il est toutefois prématuré de donner une estimation de l'impact financier pour la société.

A la date d'arrêté des comptes des états financiers 2019, et notamment compte tenu de son activité, la gouvernance de la société n'a cependant pas connaissance d'incertitude majeure qui remette en cause sa capacité à poursuivre son activité.

Relatif à la transaction avec Aldi

En date du 20 mars 2020, le groupe Casino, dont l'entité est filiale, a signé avec Aldi France une promesse unilatérale d'achat en vue de la cession de 3 entrepôts et 567 magasins du périmètre Leader Price en France métropolitaine, pour une valeur d'entreprise de 735 millions d'euros (y compris un complément de prix de 35 millions d'euros). L'entité faisant partie du périmètre de cession retenu, et sur la base des valorisations unitaires définies dans la promesse et allouées à chacun des 567 magasins, les impacts significatifs relatifs à la valorisation des actifs de l'entité (dépréciation ou reprise) ont été, le cas échéant, reflétés dans les comptes 2019.

Immobilisations

Cadre A	IMMOBILISATIONS		Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations		
				Virement	Acqu. et apports	
Frais d'établissement et de développement (I)			0	0	0	
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)			121 498	0	0	
Terrains			0	0	0	
Constructions	Sur sol propre	0	0	0		
	Sur sol d'autrui	0	0	0		
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions	179 446	0	2 680		
Installations techniques, matériel et outillage industriels			464 072	0	0	
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers	46 368	0	0		
	Matériel de transport	0	0	0		
	Matériel de bureau et mobilier informatique	569 477	0	0		
	Emballages récupérables et divers	0	0	0		
Immobilisations corporelles en cours			0	0	0	
Avances et acomptes			0	0	0	
TOTAL (III)			1 259 363	0	2 680	
Participations évaluées par mise en équivalence			0	0	0	
Autres participations			0	0	0	
Autres titres immobilisés			0	0	0	
Prêts et autres immobilisations financières			36 243	0	6 660	
TOTAL (IV)			36 243	0	6 660	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)			1 417 104	0	9 340	
Cadre B	IMMOBILISATIONS		Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation
			Virement	Cession		Valeur d'origine
Frais d'établissement et de développement (I)			0	0	0	0
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)			0	0	121 498	0
Terrains			0	0	0	0
Constructions	Sur sol propre	0	0	0	0	
	Sur sol d'autrui	0	0	0	0	
	Installations générales, agencements et	0	0	182 126	0	
Installations techniques, matériel et outillage industriels			0	0	464 072	0
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements,	0	0	46 368	0	
	Matériel de transport	0	0	0	0	
	Matériel de bureau et mobilier informatique	0	0	569 477	0	
	Emballages récupérables et divers	0	0	0	0	
Immobilisations corporelles en cours			0	0	0	0
Avances et acomptes			0	0	0	0
TOTAL (III)			0	0	1 262 043	0
Participations évaluées par mise en équivalence			0	0	0	0
Autres participations			0	0	0	0
Autres titres immobilisés			0	0	0	0
Prêts et autres immobilisations financières			0	0	42 903	0
TOTAL (IV)			0	0	42 903	0
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)			0	0	1 426 444	0

Amortissements

Cadre A		SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE					
Immobilisations amortissables		Début d'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice		
Frais d'établissement et de développement (I)		0	0	0	0		
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		70 946	16 419	0	87 365		
Terrains		0	0	0	0		
Constructions	Sur sol propre	0	0	0	0		
	Sur sol d'autrui	0	0	0	0		
	Installations générales, agencements	96 225	12 192	0	108 417		
Installations techniques, matériels et outillages		463 231	333	0	463 564		
Autres immo. corporelles	Installations générales, agencements divers	12 566	2 888	0	15 454		
	Matériel de transport	0	0	0	0		
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	339 482	62 818	0	402 300		
	Emballages récupérables et divers	0	0	0	0		
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (III)		911 504	78 231	0	989 735		
TOTAL GENERAL (I + II + III)		982 449	94 650	0	1 077 100		
Cadre B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES					
Immos	DOTATIONS			REPRISES			Variation de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	
Frais étab	0	0	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	0	0	0
Terrains	0	0	0	0	0	0	0
Constructions :							
sol propre	0	0	0	0	0	0	0
sol autrui	0	0	0	0	0	0	0
install.	0	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations :							
Inst. techn.	0	0	0	0	0	0	0
Inst gén.	0	293	0	0	0	0	293
M.Transport	0	0	0	0	0	0	0
Mat bureau.	0	2 574	0	0	0	0	2 574
Emball.	0	0	0	0	0	0	0
CORPO.	0	2 867	0	0	0	0	2 867
Acquis. de titres	0			0			0
TOTAL		2 867	0	0	0	0	2 867
Cadre C			Début de l'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice	
Frais d'émission d'emprunt à étaler			0	0	0	0	
Primes de remboursement des obligations			0	0	0	0	

Provisions et dépréciations inscrites au Bilan

Nature des provisions	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions gisements miniers et pétroliers	0	0	0	0
Provisions investissements	0	0	0	0
Provisions pour hausse des prix	0	0	0	0
Amortissements dérogatoires	1 596	2 867	0	4 463
- Dont majorations exceptionnelles de 30%	0	0	0	0
Provisions implantation étranger avant 1.1.1992	0	0	0	0
Provisions implantation étranger après 1.1.1992	0	0	0	0
Provisions pour prêts d'installation	0	0	0	0
Autres provisions réglementées	0	0	0	0
TOTAL (I)	1 596	2 867	0	4 463
Provisions pour litige	30 783	0	30 783	0
Provisions pour garanties	0	0	0	0
Provisions pour pertes sur marchés à terme	0	0	0	0
Provisions pour amendes et pénalités	0	0	0	0
Provisions pour pertes de change	0	0	0	0
Provisions pour pensions	126 879	144 094	126 879	144 094
Provisions pour impôts	0	0	0	0
Provisions pour renouvellement des immobilisations	0	0	0	0
Provisions pour gros entretien	0	0	0	0
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer	0	0	0	0
Autres provisions pour risques et charges	0	0	0	0
TOTAL (II)	157 662	144 094	157 662	144 094
Provisions sur immos incorporelles	0	0	0	0
Provisions sur immos corporelles	0	0	0	0
Provisions sur titres mis en équivalence	0	0	0	0
Provisions sur titres de participations	0	0	0	0
Provisions sur autres immos financières	0	0	0	0
Provisions sur stocks	0	0	0	0
Provisions sur comptes clients	0	0	0	0
Autres provisions pour dépréciations	0	0	0	0
TOTAL (III)	0	0	0	0
TOTAL GENERAL (I + II + III)	159 258	146 961	157 662	148 557
Dont dotations et reprises d'exploitation		144 094	126 879	
Dont dotations et reprises financières		0	0	
Dont dotations et reprises exceptionnelles		2 867	30 783	
dépréciations des titres mis en équivalence				0

Provisions pour risques et charges

Etat des provisions	Situation en mouvements				
	Provisions au début de l'exercice	Augmentation s dotations de l'exercice	Diminutions		Provisions à la fin de l'exercice
			Montants utilisés au cours de l'exercice	Montants non utilisés repris au cours de l'ex.	
Provisions pour litiges économiques/immobiliers	30 783			30 783	0
Provisions pour litiges Prud'Homme	0				0
Provisions pour garanties données aux clients	0				0
Provisions pour pensions et obligations similaires	126 879	144 094		126 879	144 094
Provisions pour impôts	0	0			0
Autres provisions pour risques et charges	0	0			0
TOTAL	157 662	144 094	0	157 662	144 094

La variation des provisions pour risques et charges se traduit par une diminution nette de 13 568 euros.

Transferts de charges

Nature des provisions	Montant	Imputation au compte
TR.CH./ACHATS		7910600000
TR.CH./SCES EXTERIEUR	790	7910610000
TR.CH./AUT.SCES EXTE		7910620000
TR.CH./IMPOTS-TAXES		7910630000
TR.CH./FR.PERSONNEL	1 000	7910640000
TR.CH./AUT.CH.GESTIO		7910650000
TRANSF./FR.ANNEXES		7910660000
TR.CH./PROVISIONS		7910680000
TR.CH./AMORT.-IMMOB		7910690000
TRANSF. CHARGES/PUB		7910710000
TR.CH./AMORT. AUTRES		7910700000
TOTAL	1 790	

Créances et des dettes

Cadre A		Etat des créances		Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an	
Créances rattachées à des participations				0	0	0	
Prêts				42 003	0	42 003	
Autres immos financières				900	0	900	
TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE				42 903	0	42 903	
Clients douteux ou litigieux				0	0	0	
Autres créances client				794 660	794 660	0	
Créances représentatives de titres prêtés				0	0	0	
Personnel et comptes rattachés				187	187	0	
Securité sociale et autres organismes sociaux				0	0	0	
Etat et autres collectivités	Impôts sur les bénéfices			0	0	0	
	Taxe sur la valeur ajoutée			119 391	119 391	0	
	Autres impôts			0	0	0	
	Etat - divers			60 061	60 061	0	
Groupes et associés				0	0	0	
Débiteurs divers				0	0	0	
TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT				974 300	974 300	0	
Charges constatées d'avance				51 901	51 901	0	
TOTAL DES CREANCES				1 069 103	1 026 200	42 903	
Prêts accordés en cours d'exercice				6 660			
Remboursements obtenus en cours d'exercice				0			
Prêts et avances consentis aux associés				0			
Cadre B	Etat des dettes			Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles				0	0	0	0
Autres emprunts obligataires				0	0	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine				0	0	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine				0	0	0	0
Emprunts et dettes financières divers				0	0	0	0
Fournisseurs et comptes rattachés				608 976	608 976	0	0
Personnel et comptes rattachés				142 781	142 781	0	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				131 044	131 044	0	0
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices			0	0	0	0
	Taxe sur la valeur ajoutée			137 982	137 982	0	0
	Obligations cautionnées			0	0	0	0
	Autres impôts			13 778	13 778	0	0
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				0	0	0	0
Groupes et associés				806 687	806 687	0	0
Autres dettes				0	0	0	0
Dette représentative de titres empruntés				0	0	0	0
Produits constatés d'avance				0	0	0	0
TOTAL DES DETTES				1 841 248	1 841 248	0	0
Emprunts souscrits en cours d'exercice				0	Emprunts auprès des associés personnes physiques		0
Emprunts remboursés en cours d'exercice				0			

Produits à recevoir	Montant
FACTURES A ETABLIR FRAIS GENERAUX	1 560
CVAE	16 951
PRODUITS A RECEVOIR ETAT	43 110
	0
	0
	0
	0
	0
	0
	0
	0
	0
	0
	0
	0
	0
	0
	0
	0
	0
	0
TOTAL	61 621

[illegible]

Charges constatées d'avance	Exploitation	Financier	Exceptionnel
STOCK FOURNITURES	30 190	0	0
MAINTENANCE	5 383	0	0
ASSURANCE	16 327	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
TOTAL	51 901	0	0

Néant

Nombre et valeur nominale des composants du capital social

	Nombre au début de l'exercice	Créés au cours de l'exercice	Remboursés au cours de l'exercice	Nombre au 31/12/2019	Valeur nominale
Actions ordinaires				0	
Parts sociales	1 000			1 000	10
Certificats d'investissement				0	
Total	1 000	0	0	1 000	

Variation des capitaux propres

CAPITAUX PROPRES	Ouverture	Augment.	Diminut.	Distribut. Dividendes	Affectation du résultat N-1	Apports et fusions	Clôture
Capital social ou individuel	10 000						10 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport,	0						0
Ecart de réévaluation	0						0
Réserve légale	0						0
Réserves statutaires ou contractuelles	0						0
Réserves réglementées	0						0
Autres réserves	0						0
Report à nouveau	0			277 481	277 481		0
Résultat de l'exercice	277 481	-624 261			-277 481		-624 260
Subventions d'investissement	0						0
Provisions réglementées	1 596	2 867					4 463
TOTAL CAPITAUX PROPRES	289 078	-621 393	0	277 481	0	0	-609 797

Charges et produits exceptionnels

Libellé	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES	2 867	0
PROVISION A CARACTERE FISCAL	0	30 783
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
TOTAL	2 867	30 783

Ventilation du chiffre d'affaires

Ventilation du chiffre d'affaires	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Répartition par secteur d'activité			
Ventes de marchandises	0	0	0%
Production vendue biens	0	0	0%
Production vendue services	4 332 856	5 061 658	-14%
Répartition par marché géographique			
Chiffres d'affaires nets-France	4 332 856	5 061 658	-14%
Chiffres d'affaires nets-Export	0	0	0%
Chiffres d'affaires nets	4 332 856	5 061 658	-14%

Engagements hors bilan

Néant

Société établissant des comptes consolidés

Dénomination et siège social	Forme juridique	Capital	% de détention
CASINO GUICHARD PERRACHON 1 Cours Antoine Guichard 42000 SAINT-ETIENNE Siret : 55450117132465	SA	165 892 131,90 €	100%

Effectifs

Effectif	Effectif moyen salarié	
	N	N-1
Ingénieurs et Cadres	3	3
Agents de maîtrise	7	7
Employés et techniciens	43	48
Ouvriers		
Autres		
TOTAL	53	58

L'effectif moyen du personnel est de :

53

Participation des salariés

NEANT

**SOCIETE LOGISTIQUE OUEST S.N.C.
S.L.O.**

Société en nom collectif au capital de 10 000 €
Siège social : Parc Vendée Sud Loire 2 ZAC du parc d'activités économiques dit Le Flechet et la
Morinière 85600 BOUFFERE
488 486 150 RCS LA ROCHE SUR YON

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
EN DATE DU 28 SEPTEMBRE 2020**

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2019

[...]

DEUXIEME RESOLUTION

Affectation du résultat

L'Assemblée Générale, constatant que le résultat de l'exercice est une perte de 624 260,54 euros, décide de le répartir entre tous les associés au prorata de leurs droits sociaux, soit :

- LEADER PRICE EXPLOITATION : 623 636,28 euros,
- LANNILIS DISTRIBUTION : 624,26 euros.

L'Assemblée Générale confère tout pouvoir à la gérance pour appeler, ou compenser avec une créance liquide et exigible sur la Société, les sommes correspondantes auprès des associés.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

[...]

Extrait certifié conforme à l'original
Lé Gérant